

# Déclaration FSU

## FS-SSCT du 26 mars 2024



Madame la Directrice Académique,

Nous, représentants des personnels, sommes horrifiés devant la teneur des fiches qui s'accumulent depuis la rentrée. Ce sont presque 450 fiches qui ont été saisies ! Et nous ne sommes qu'en mars...

Depuis le dernier Groupe de travail spécial fiches SST du 31 janvier, nous en sommes à plus de 160 fiches et cela en moins de 2 mois. C'est 6 fiches par jour !!!

Les personnels y dénoncent des situations alarmantes parfois très violentes.

Cette violence qui est le reflet de celle de la société s'exprime de façon dramatique dans les écoles qui sont toujours les plus nombreuses à demander de l'aide.

Extrait : « A ce stade, je ne suis pas capable d'assurer la sécurité des élèves sous ma responsabilité ni la sécurité de l'élève, j'en ai informé l'Inspectrice ainsi que les autres partenaires de l'école. Les violences s'intensifient et perturbent énormément la classe (...). Les crises et coups sont quotidiens. L'enfant s'est enfoncé un compas dans le ventre, se donne des coups de poings, enfonce sa tête dans le grillage malgré la présence de picots métalliques, se jette au sol, cogne sa tête contre les poteaux ... ; Il frappe violemment ses camarades. Les crises sont violentes et pour la plupart imprévisibles. (...) Nous devons souvent le ceinturer pour l'empêcher d'être violent. Nous recevons à ces moments des coups de coude ou pied. »

Est-ce normal de vivre de telles situations ?

Avec des délais de 3 ans pour l'obtention de places en DITEP il n'y a pas d'autres réponses possibles que la déscolarisation ou le changement d'école actuellement.

C'est rajouter de la souffrance à la souffrance. Pour tous ! Comme en témoigne une de nos collègues : *L'inclusion des enfants en situation de handicap devient problématique. Je n'ai aucune honte à le dire et je me sens légitime car je suis moi-même maman d'un jeune adulte handicapé de 20 ans qui a eu un parcours ULIS école, ULIS collège, IME et IMPRO. Sous couvert d'inclusion, on déconstruit les institutions qui ont fait leur preuve auprès de ces publics fragiles et nous enseignants on nous jette dans l'arène avec pour seule arme notre conscience professionnelle.*

Madame la DASEN, la situation est plus que critique. Et même, si dans le 1er degré, certains IEN font de leur mieux pour essayer de proposer des solutions avec les moyens qui sont les leurs, cela ne suffit pas : quand ces propositions se résument à appeler un numéro d'écoute, est-ce une solution suffisante pour des collègues frappés quotidiennement ? Est-ce que des plans d'accompagnement qui épuisent d'avantage des équipes déjà à bout de souffle et n'apportent aucune solution durable sont la seule réponse institutionnelle ? Et les arrêts pour raison de santé des collègues aux prises avec des situations intenable s'ajoutent au manque de remplaçants. Nous rappelons qu'il y a 60 remplacements non effectués chaque jour depuis octobre. La colère des parents se rajoute aux difficultés vécues par les enseignants qui se répartissent régulièrement les élèves de leurs collègues absents !

Qu'est-ce qu'on attend ? Un drame pour commencer à trouver des solutions pérennes ?

La sécurité des uns et des autres n'est pas assurée. C'est ce que nous montre un certain nombre de fiches dans le 1er degré : les collègues alertent sur les violences physiques subies et quelques semaines après une nouvelle fiche doit être faite car c'est un élève de la classe qui a subi aussi ces violences.

Et pourtant, la ministre de l'Éducation Nationale, Madame Belloubet, fait la sourde oreille et continue ses réformes qui accentuent encore la dégradation du Service Public d'Éducation et les conditions de travail des personnels.